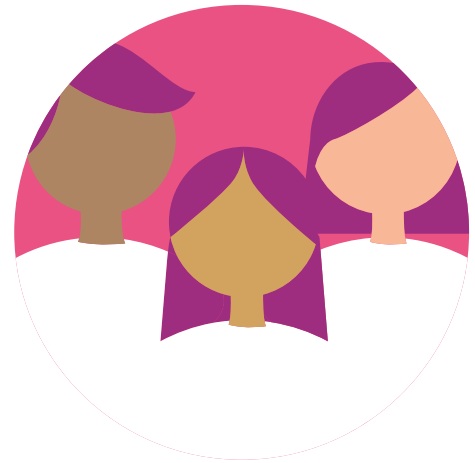




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE

Résumé de l'atelier sur le thème 2(f)



Dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire du changement climatique dans le secteur agricole

Adoptée en novembre 2017 lors de la vingt-troisième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture est une décision historique, qui porte sur les prochaines étapes à mettre en œuvre pour l'agriculture dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette décision reconnaît officiellement le rôle particulier que peut jouer l'agriculture face au changement climatique, tout en prenant en compte la vulnérabilité de ce secteur au changement climatique et les approches pour atteindre la sécurité alimentaire.

VUE D'ENSEMBLE

L'agriculture est confrontée à de nombreux défis. D'ici 2050, le secteur agricole devra nourrir dix milliards de personnes dans le monde, tout en préservant les terres et les ressources naturelles, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en améliorant la résilience climatique et en réduisant la pauvreté. Dans le passé, la plupart des interventions liées à la sécurité alimentaire et à la pauvreté rurale consistaient principalement à accroître l'approvisionnement alimentaire au niveau de l'exploitation et ne tenaient pas compte des activités post-récolte telles que la transformation et le transport. La pandémie de covid-19 est venue souligner l'importance d'une approche holistique et la nécessité de disposer de systèmes alimentaires robustes et résilients qui permettent aux producteurs primaires d'en tirer des moyens de subsistance durables et aux populations d'accéder à un approvisionnement suffisant en aliments abordables¹.

Faits et chiffres clés

- 1 À l'échelle mondiale, 821 millions de personnes souffrent de la faim et deux milliards d'adultes sont en surpoids ou obèses.
- 2 Dans l'hémisphère Sud, 2,4 milliards de personnes sont exposées à des risques climatiques.
- 3 Environ 750 millions de personnes dans le monde font face à des niveaux graves d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, une situation exacerbée par la pandémie de covid-19.
- 4 Les systèmes alimentaires sont responsables de 25 à 30 pour cent des émissions totales de gaz à effet de serre et peuvent avoir d'autres conséquences néfastes, comme la pollution, l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des terres, la malnutrition et l'augmentation des inégalités.
- 5 Dans le monde, 108 millions d'enfants travaillent dans le secteur agricole, ce qui les prive d'un enseignement scolaire et les expose à des risques sur le lieu de travail.

¹ Le présent document résume les échanges qui se sont tenus lors de l'atelier de la CCNUCC organisé sur le thème 2(f), en novembre 2020. Les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO, l'objectif étant uniquement de faciliter le partage des connaissances et d'étayer les décisions prises dans le cadre du processus de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. L'ensemble des faits, chiffres, opinions ou déclarations présentés ici sont tirés du rapport de l'atelier de la CCNUCC (en anglais) : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2021_02_adv.pdf. Les exposés et les enregistrements de la réunion sont disponibles à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/event/koronivia-workshop-on-socioeconomic-and-food-security-dimensions-of-climate-change-in-the>.

PRINCIPAUX DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire du changement climatique

Dans le contexte du changement climatique et d'une population mondiale croissante, la plupart des pays devront s'adapter et produire davantage de nourriture avec moins de ressources. À terme, cette situation touchera certains groupes plus que d'autres et se traduira par une absence d'inclusivité, des chocs économiques et financiers et une dégradation des capacités. En revanche, les pertes et gaspillages de nourriture, de même que les régimes alimentaires déséquilibrés sont une cause évitable d'émissions de gaz à effet de serre.

Point d'intervention possible au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

Poursuivre le dialogue entre les Parties dans les forums internationaux et au niveau national pour aborder la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire du changement climatique dans le secteur agricole.

Adoption d'une approche globale des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques

S'il est vrai qu'il faut se doter de systèmes alimentaires plus diversifiés, plus résilients et plus durables, l'élaboration et la mise en œuvre de l'approche axée sur les systèmes alimentaires peuvent se révéler complexes. Néanmoins, on s'accorde de plus en plus à dire que les interventions des secteurs public et privé doivent être inclusives et adaptées aux contextes et que leur impact potentiel doit être évalué au niveau systémique.

Points d'intervention possible au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

- Prendre systématiquement en compte les questions socioéconomiques et l'intégration des groupes vulnérables dans les politiques d'adaptation et d'atténuation, notamment en évaluant les liens qui existent entre la petite agriculture familiale, les services écosystémiques, les forêts et les paysages, et élaborer des directives en conséquence.
- Promouvoir la recherche et le partage des connaissances et s'appuyer sur les enseignements scientifiques et traditionnels pour élaborer des cadres de référence et des projets aux niveaux national et local.
- Plaider en faveur d'une réforme des politiques relatives aux pertes et gaspillages de nourriture, aux changements alimentaires, aux subventions agricoles, à la mobilisation du secteur privé et au commerce.

Rôle des populations dans la transformation des systèmes alimentaires

Il est essentiel de collaborer avec les personnes travaillant dans le secteur agricole pour obtenir les résultats escomptés sur le plan socioéconomique, à savoir réduire la faim, créer des emplois, favoriser la croissance économique et préserver les ressources des écosystèmes.

Cependant, le manque d'informations, de moyens financiers et de mesures incitatives exacerbe la vulnérabilité de ces personnes face aux chocs et constitue un frein sérieux au changement. Les travailleurs agricoles et les petits producteurs alimentaires doivent avoir voix au chapitre dans la refonte des systèmes alimentaires, notamment les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes en situation de handicap, dans le respect de l'équité intra et intergénérationnelle.

Points d'intervention possibles au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

- Prendre en compte le rôle des personnes qui pratiquent l'agriculture, ainsi que les répercussions sociales, économiques et environnementales de leurs activités sur les systèmes alimentaires et leur transformation.
- Améliorer la gouvernance foncière pour tenir compte des droits et des intérêts des populations agricoles, et reconsidérer les éventuelles incitations juridiques, fiscales, économiques ou autres qui encouragent les pratiques non durables.
- Renforcer les informations sur le climat, les systèmes d'alerte rapide et les outils de gestion des risques climatiques (assurance des récoltes et du bétail, rémunération des services rendus à l'environnement, etc.).

Financement et renforcement des capacités à l'appui de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire

Des financements importants ont été engagés pour favoriser l'adaptation socioéconomique des populations agricoles grâce à la diffusion des connaissances et des pratiques, à la facilitation de l'accès au financement et aux marchés, à la mise en œuvre de systèmes d'alerte rapide et à l'emploi de systèmes agricoles intégrés.

Points d'intervention possibles au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

- Contribuer à la création d'un environnement propice à la mobilisation et à l'utilisation des ressources, notamment par l'amélioration des systèmes de mesure, de notification et de vérification pour la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire.
- Encourager les échanges avec le Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre² concernant les sujets suivants: diversification et transformation économiques; transition juste de la main-d'œuvre et création d'emplois décents et de qualité; évaluation des impacts des mesures de riposte.

Info:
www.fao.org/koronivia/fr/

Coordonnées:
Koronivia-JWA@fao.org

Grâce au soutien financier du



Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture

² Le Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre est un organe constitué au titre de la CCNUCC.

